



Conseil de sécurité

Briefing sur le Myanmar

New York, le 4 avril

Déclaration de la Suisse

Adrian Hauri, Représentant permanent adjoint de la Suisse

Madame la Présidente,

Je remercie Monsieur Mohamed Khaled Khiari et Madame Lisa Doughten de leurs interventions. Nous saluons la tenue de cette réunion ainsi que la présence des représentants de la Malaisie, de l'Indonésie, et du Bangladesh.

Depuis la dernière saisie du Conseil, la situation sécuritaire au Myanmar s'est encore détériorée et la situation humanitaire fortement dégradée. Il est important de ne pas oublier le Myanmar. Il est impossible d'oublier le sort des Rohingyas.

Nous saluons les efforts des pays voisins, en premier lieu le Bangladesh, accueillant près d'un million de réfugiés. Afin que leur retour soit possible de manière volontaire, sûr, digne et durable, nous devons nous atteler aux causes profondes de la crise au Myanmar et dans l'État de Rakhine en particulier.

Permettez-moi trois réflexions à ce titre :

Nous condamnons, tout d'abord, l'escalade des conflits armés, encore intensifiés depuis le coup d'Etat militaire. L'augmentation, ces derniers mois, de bombardements indiscriminés a un impact dévastateur sur la population civile. Nous sommes alarmés par les frappes aériennes menées par les militaires birmans, notamment celles du 18 mars dernier dans la commune de Minbya, qui auraient tué et blessé de nombreux civils. Ce n'est qu'un exemple, particulièrement meurtrier, mais pas isolé, comme en fait état le Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar (IIMM), indiquant que de possibles crimes de guerre et crimes contre l'humanité auraient été commis. Nous rappelons dans ce cadre, le rôle de la Cour pénale internationale et notre soutien au Mécanisme. Toutes les parties au conflit doivent respecter en tout temps le droit international humanitaire ainsi que leurs obligations en matière de droits humains, comme le prévoit la résolution 2669. La recrudescence de la violence complique davantage la possibilité de revenir à la table des négociations et de trouver une solution politique au conflit. Dans l'Etat de Rakhine en particulier, le conflit exacerbe les vulnérabilités et les discriminations préexistantes, tout en augmentant les tensions intercommunautaires.

Deuxièmement, les restrictions à l'accès humanitaire qui empêchent l'aide d'atteindre les communautés vulnérables doivent cesser. Toutes les parties ont l'obligation d'autoriser et de faciliter le passage rapide et sans encombre de secours humanitaires destinés aux personnes civiles dans le besoin. L'accès humanitaire doit être complet, sûr et sans entrave, et la protection, la sûreté et la sécurité du personnel humanitaire et médical pleinement assurée. À cet égard, nous encourageons également l'ASEAN à pleinement mettre en œuvre le Consensus en cinq points.

La réunion thématique d'hier sur les enfants dans les conflits armés a mis l'accent sur les conséquences du refus d'accès à l'aide humanitaire pour les enfants. Le fait que les militaires birmans auraient de plus en plus recours au recrutement forcés, notamment dans l'État de Rakhine, y compris des Rohingyas, nous inquiète particulièrement. De nombreux jeunes seraient ainsi conscrits contre leur plein gré. Nous rappelons que les enfants ne doivent pas être recrutés dans des forces armées ni dans des groupes

armés. Ces pratiques constituent de graves violations à l'encontre des enfants dans les conflits armés, Nous sommes également préoccupés par l'impact genré de la conscription forcée. Cela inclut le risque de violence sexuelle et basée sur le genre, depuis longtemps perpétrée par les militaires.

Troisièmement, une coordination étroite entre les Nations Unies et les acteurs régionaux, l'ASEAN en premier lieu, est essentielle, notamment pour le travail de médiation et de dialogue inclusif, ainsi que pour l'acheminement de l'aide humanitaire. La prise en compte des besoins sur place nécessite un leadership déterminé et visible de l'ONU pour coordonner, dans une logique de nexus, l'action humanitaire, diplomatique et de développement dans un conflit qui est l'un des plus graves du monde. Dans ce but, il est impératif de nommer rapidement une (ou un) Envoyée spéciale, aussi pour assurer une coordination et une coopération efficaces avec l'ASEAN. Il en va de même pour le poste de Coordinateur résident/humanitaire des Nations unies, sans lequel le soutien de l'ONU risque de perdre en efficacité et en crédibilité.

Madame la Présidente,

Le Conseil de sécurité doit jouer un rôle plus actif sur ce dossier. La Suisse est prête à soutenir une action unie et décisive par l'élaboration d'un nouveau produit de ce Conseil. Un suivi de la résolution 2669 s'impose.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Madam President,

I would like to thank Mr Mohamed Khaled Khiari and Ms Lisa for their interventions. We welcome this meeting and the presence of the representatives of Malaysia, Indonesia and Bangladesh.

Since the last Council meeting, the security situation in Myanmar has continued to deteriorate and the humanitarian situation has worsened significantly. It is important not to forget Myanmar. It is impossible to forget the plight of the Rohingya.

We welcome the efforts of neighbouring countries, first and foremost Bangladesh, which has taken in almost a million refugees. To ensure that their return is voluntary, safe, dignified and sustainable, we need to tackle the root causes of the crisis in Myanmar and in Rakhine State in particular.

Allow me to make three points in this regard:

Firstly, we condemn the escalation of armed conflict, which has intensified since the military coup. The increase in indiscriminate bombing in recent months is having a devastating impact on the civilian population. We are alarmed by the air strikes carried out by the military, in particular those on 18 March in Minbya township, which reportedly killed and injured many civilians. This is just one example, a particularly deadly one, but not an isolated one, as the Independent Investigation Mechanism for Myanmar (IIMM) reports, indicating that possible war crimes and crimes against humanity might have been committed. In this context, we recall the role of the International Criminal Court and our support for the Mechanism. All parties to the conflict must at all times respect international humanitarian law and their human rights obligations, as set out in Resolution 2669. The upsurge in violence makes it even more difficult to return to the negotiating table and find a political solution to the conflict. In Rakhine State in particular, the conflict is exacerbating pre-existing vulnerabilities and discrimination, while increasing inter-communal tensions.

Secondly, restrictions on humanitarian access that prevent aid from reaching vulnerable communities must end. All parties have an obligation to allow and facilitate the rapid and unimpeded passage of humanitarian relief to civilians in need. Humanitarian access must be full, safe and unhindered, and the protection, safety and security of humanitarian and medical personnel must be fully ensured. In this regard, we also encourage ASEAN to fully implement the Five-Point Consensus.

Yesterday's thematic meeting on children in armed conflict focused on the consequences for children of being denied access to humanitarian aid. The fact that the military is reportedly increasing its use of forced recruitment, notably in Rakhine State, including of Rohingya, is of particular concern to us. Many young people are reportedly being conscripted against their will. We reiterate that children must not be recruited into armed forces or armed groups. These practices constitute serious violations against

children in armed conflicts. We are also concerned about the gendered impact of forced conscription. This includes the risk of sexual and gender-based violence, long perpetrated by the military.

Thirdly, close coordination between the United Nations and regional actors, primarily ASEAN, is essential, including for mediation work and inclusive dialogue, as well as for the delivery of humanitarian aid. Addressing the needs on the ground requires determined and visible leadership from the UN to coordinate, in a nexus approach, humanitarian, diplomatic and development action in a conflict that is one of the most serious in the world. To this end, it is imperative to rapidly appoint a Special Envoy, also to ensure effective coordination and cooperation with ASEAN. The same applies to the position of UN Resident/Humanitarian Coordinator, without which UN support risks losing effectiveness and credibility.

Madam President,

The Security Council must play a more active role in this matter. Switzerland is ready to support united and decisive action by developing a new Security Council product. Resolution 2669 must be followed up.

I thank you.